



## Déclaration liminaire au CTSD du 7 septembre

Monsieur le Directeur Académique des services de l'Education Nationale,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Mesdames et Messieurs,

Depuis le printemps 2020, la profession a été profondément et longuement bouleversée.

Les personnels exercent depuis 18 mois dans des conditions inédites pour offrir aux élèves de un accueil majoritairement en présentiel et les faire bénéficier d'un service d'éducation de qualité.

Cette rentrée est marquée par l'inquiétude et l'usure. Toute la société doit être très prudente et l'évolution de l'épidémie à l'Ecole sera elle aussi : "sous haute surveillance".

Même si la rentrée doit être un moment d'envie, c'est l'appréhension qui prédomine. En effet, selon un sondage de rentrée réalisé par le SE-UNSA : la motivation est toujours là mais elle n'arrive qu'en 2ème position derrière le stress. Préserver la scolarité est notre priorité mais le ministre semble évoluer dans une autre dimension : « lui dans la communication et les bons mots auprès des médias » et nous dans « le réel » auprès des élèves, des familles et des communes.

A quelques jours de la rentrée, oui, quelques points positifs : une grande majorité de personnels sont vaccinés aujourd'hui, 78 % d'après notre ministre.

Un autre point à souligner : l'anticipation du protocole, ce qui fait suite à maintes demandes du SE-UNSA et d'autres organisations. Seulement : nous aurions préférés être informés du niveau 2 avant que notre ministre l'annonce aux médias. Néanmoins, on ne peut écarter de nombreuses interrogations et difficultés de terrain pour appliquer ce protocole et sur l'organisation d'une campagne de vaccination des élèves dès 12 ans. Nous ne sommes en désaccord avec le choix de discriminer les élèves non vaccinés qui devront rester chez eux pendant que d'autres seront en présentiel car l'accès au vaccin est trop récent et l'éducation doit être la même pour tous.

Il reste à mettre en oeuvre un certain nombre d'actions concrètes et rapidement pour que les conditions optimales soient réunies :

- des moyens de remplacement pour pallier les absences inévitables de personnels liées à l'épidémie et pour mettre en place les différents aménagements imposés par le protocole.
- une planification des livraisons de matériel de protection.
- un véritable accompagnement de la santé physique et psychologique des personnels notamment par une étude d'impact de la crise avec à minima une visite médicale par personnel.
- et un renforcement indispensable des moyens pour les rased, la médecine scolaire déjà en déficit afin de prendre en compte les besoins psychologiques, physiques et scolaires des élèves qui ont vécu 18 mois de crise sanitaire et qui la vivent encore.
- des préconisations accompagnées d'un soutien financier à l'attention des collectivités locales en matière de rénovation et d'aménagement des locaux (point d'eau, toilettes, coin repas des personnels, signalisation des sens de circulation, aération et purification de l'air, soutien aux emplois pour faire face à la surcharge de travail dans le cadre du ménage et des consignes de limitation de brassage).

L'Unsa Education a toujours été et reste favorable à tout ce qui peut concilier accompagnement pédagogique auprès des plus fragiles, sécurité sanitaire et prise en compte des risques

psychologiques et physiques tant pour les élèves que pour les personnels

C'est donc un OUI pour retrouver nos élèves en présentiel et pour nous investir pleinement dans un contexte sanitaire difficile, mais un OUI SI :

- OUI SI le ministère est vigilant pour ne pas alourdir la charge de travail déjà conséquente des personnels. Or, avec la configuration annoncée à partir de la 5ème lorsqu'un cas sera détecté dans une classe et que seuls les élèves vaccinés resteront en classe, nous voyons difficilement comment cela pourrait être respecté. L'Unsa réitère une fois de plus sa demande que dorénavant, les consignes soient transmises aux personnels par voie officielle et non par voie de presse.
- OUI pour accepter que des opérations de vaccination des élèves du second degré se fassent en lien avec le cadre scolaire et à condition que celles-ci ne viennent pas alourdir la charge de travail déjà considérable des personnels de direction, de santé et de vie scolaires.
- OUI pour une continuité pédagogique à distance en cas de fermeture de classe dans le 1er degré.
- OUI SI les outils proposés par le ministère fonctionnent réellement avec un matériel fourni et adapté
- OUI pour les capteurs de CO2 et purificateurs d'air demandés par l'UNSA Education depuis plus d'un an : à condition que cette évocation ne se résume pas à des effets d'annonces et devienne réalité. Cela suppose une politique volontariste de l'Etat envers les collectivités territoriales.

OUI, nous continuons avec le plus grand engagement, chacun.e dans nos missions, pour l'éducation. Mais nous continuerons aussi pleinement à accompagner et défendre l'ensemble des personnels de l'éducation car ce n'est pas aux personnels de faire seuls un grand écart en tirant sur des moyens existants et insuffisants et en faisant encore plus alors qu'ils sont déjà très surchargés et éprouvés par ces conditions exceptionnelles.

Enfin, nous tenons à rappeler que dans notre département, depuis la mise en place des PIALS, ce ne sont que des retours négatifs des AESH qui nous reviennent.

Ils ont appris parfois brutalement et jusque tardivement, parfois et trop souvent, sans quasi aucune concertation pour certains, sans prise en compte de leurs vœux fréquemment, avec interruption parfois d'un accompagnement en cours ou un déplacement alors que des besoins étaient connus dans une équipe où ils exerçaient depuis plusieurs années avec une expérience dans une classe d'âge qui doit être prise en compte.

Des écoles, des établissements ont été nombreux à nous contacter aussi pour manifester leur incompréhension et leur désarroi car les raisons n'étaient pas explicitées et l'échange très difficile.

Des aesh ont fait des signalements sur le registre et ont continué de nous écrire cet été ainsi que des personnels des rased et des familles, des enseignants référents plutôt en désarroi.

Nous vous avons déjà alerté Monsieur le Dase, ainsi que Monsieur le secrétaire général. Nous avons insisté aussi lors du dernier CHSCT : le mode de redéploiement des Aesh est incompréhensible, et ne tient pas compte de leurs vœux, alors pourquoi leur demander d'en formuler ? (oui, c'est la loi, mais il ne suffit pas de le faire, il faut les utiliser). Il leur a été trop souvent difficile de contacter le coordinateur de leur PIAL afin d'obtenir des réponses à leurs questions et d'entrer surtout dans un véritable échange. Certains élèves ne bénéficient pas d'un accompagnement à la hauteur de leurs besoins, les dispositifs spécialisés en nombre insuffisants (exemple : 2 EMAS pour un département !) et les personnels en charge de leur suivi sont en tension permanente, ce qui impacte à nouveau : les équipes enseignantes sur le terrain. Enfin, la circulaire ministérielle PIALS donne des repères que nous ne retrouvons pas dans ce fonctionnement.

Les AESH et les équipes ne se sentent ni entendus, ni respectés par ce qui s'est passé dans le cadre de ces mutations forcées. L'inclusion qui nécessite une indispensable et régulière coordination entre enseignants, référents, rased, personnels spécialisés, aesh et familles est chronophage, tous ces partenaires méritent donc des échanges véritables et respectueux quant à la mutation ou l'affectation des aesh.

Mmes SILVAN et LAMOUREUX pour l'UNSA Education et le SE-Unsa